

### Définition et mesure

La criminalité n'est pas seulement une cause de souffrance pour les victimes et leurs familles, mais aussi une manifestation de l'extrême marginalisation de certains individus par rapport à la société. Elle est aussi source de coûts élevés pour la société en termes d'incarcérations, coûts qui sont normalement justifiés par trois « nécessités » : punir les coupables, dissuader d'autres individus de commettre des actes similaires, et empêcher la récidive.

L'indicateur de base de l'importance de la population carcérale dans chaque pays est le nombre de personnes incarcérées (y compris en détention provisoire) pour 100 000 habitants. Les données relatives à la population carcérale peuvent aussi être ventilées en fonction des caractéristiques démographiques et du statut légal. Les indicateurs retenus ici sont recueillis par le Centre international d'études pénitentiaires ([www.prisonstudies.org](http://www.prisonstudies.org)).

Depuis 15 ans, la plupart des pays de l'OCDE enregistrent une augmentation continue de leur taux d'incarcération. En moyenne, sur les 30 pays de l'OCDE, ce taux est passé de 100 personnes par 100 000 habitants au début des années 90 à environ 130 personnes au milieu des années 2000 (graphique CO2.1). C'est aux États-Unis que ce taux est le plus élevé, avec plus de 700 pour 100 000 en 2005 : trois à quatre fois plus que pour le pays suivant (Pologne), et il a fortement augmenté dans la période illustrée par le graphique CO2.1. Ce phénomène d'augmentation s'étend à la plupart des autres pays de l'OCDE. Depuis 1992, le taux de population carcérale a plus que doublé aux Pays-Bas, au Mexique, au Japon, en République tchèque, au Luxembourg, en Espagne et au Royaume-Uni, et il n'a reculé qu'au Canada, en Islande et en Corée.

La composition de la population carcérale est très différente selon les pays. En moyenne, un prisonnier sur quatre est en détention provisoire, mais cette proportion est beaucoup plus forte en Turquie, au Mexique et au Luxembourg (tableau CO2.2). Les femmes et les jeunes (moins de 18 ans) représentent en moyenne 5 et 2 % de la population carcérale - mais dans le cas des mineurs, cela peut correspondre aux modes de correction spécifiques qui leur sont appliqués dans différents pays de l'OCDE (qui peuvent sortir du cadre des statistiques utilisées ici). Une beaucoup plus grande proportion de la population carcérale est constituée d'étrangers (près de 20 % du total en moyenne), et cette proportion dépasse 40 % au Luxembourg, en Suisse, ainsi qu'en Australie, en Autriche, en Belgique et en Grèce.

Dans plusieurs pays, la montée rapide de la population carcérale a dépassé la capacité d'accueil des institutions existantes. Les taux d'occupation sont supérieurs à 100 % dans plus de la moitié des pays de l'OCDE et à 125 % en Grèce, en Hongrie, en

Italie, en Espagne et au Mexique. Cette surpopulation est source de violence et de rébellion.

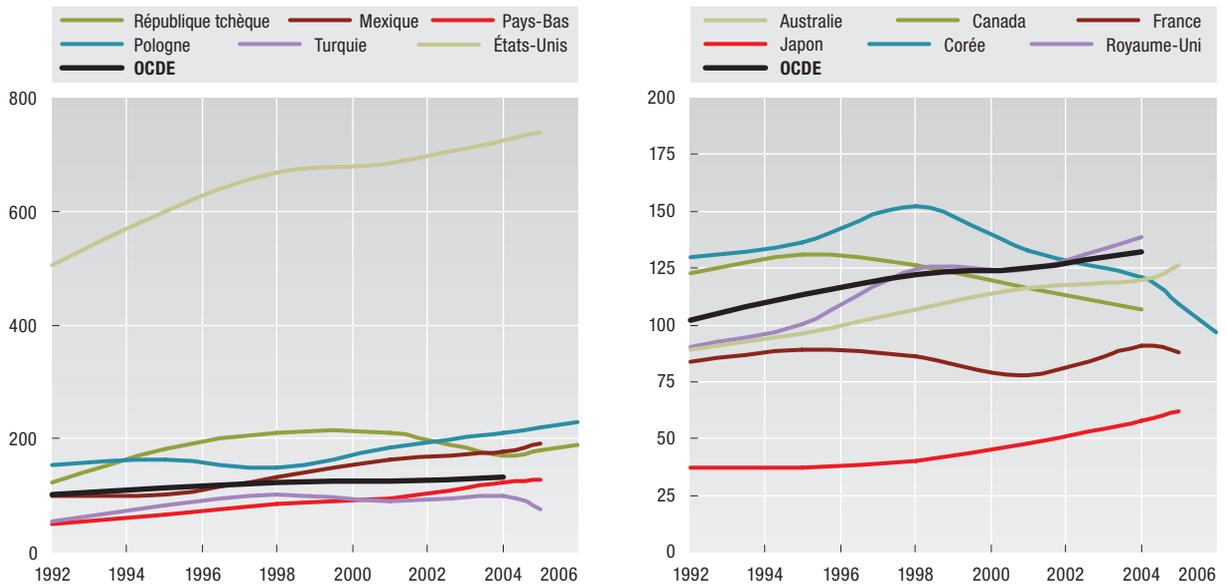
Les systèmes de justice pénale de différents pays de l'OCDE manquent des instruments statistiques qui permettraient d'analyser les trajectoires individuelles conduisant certaines personnes à la délinquance et à la prison et l'efficacité avec laquelle le système pénitentiaire favorise leur réinsertion. Cela dit, plusieurs études ont démontré le lien étroit entre l'incarcération d'un côté et l'extrême pauvreté et la marginalisation de l'autre. L'incarcération touche essentiellement des individus qui ont peu de liens sociaux et qui ont connu éclatement familial, échec scolaire et maltraitance. D'autre part, l'incarcération paraît avoir des effets limités (au mieux) pour la réinsertion sociale des anciens détenus : en France, Kensey et Tournier (2004) montrent qu'environ les trois quarts des personnes condamnées pour vol récidivent dans les cinq ans, alors qu'aux États-Unis, les statistiques nationales montrent que les deux tiers des personnes qui sont sorties de prison (plus de 630 000 chaque année) seront à nouveau arrêtées dans les trois ans. Parce que l'emprisonnement risque d'amplifier l'exclusion sociale, certains pays ont pris quelques mesures (limitées) pour aider à la réinsertion de ces individus sur le marché du travail. Parmi ces mesures, on peut citer l'intervention des services publics de l'emploi pour aider les détenus à préparer leur retour sur le marché du travail ou encore des programmes plus structurés (souvent mis en œuvre au niveau local) qui combinent des formations avant l'emploi, des emplois de transition à court terme et des services de placement pour des emplois à plein-temps (CEO, 2006).

**Indicateurs de l'état de la société :** Confiance dans les institutions politiques (CO6), Satisfaction à l'égard de l'existence (CO7), Chômage (SS2).

**Indicateurs de réponse de la société :** Dépenses sociales publiques (EQ5).

## CO2.1. Montée des taux d'incarcération dans les pays de l'OCDE

Taux d'incarcération pour 100 000 habitants



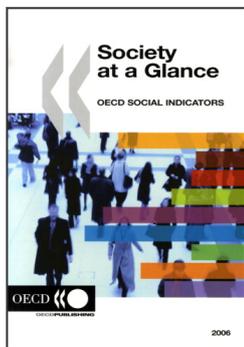
## CO2.2. Différences marquées de la composition de la population carcérale selon les pays de l'OCDE

Population carcérale, taux et composition, et taux d'occupation, année la plus récente

		Population carcérale (pour 100 000 personnes)	Composition de la population carcérale (en pourcentage)				Taux d'occupation (pourcentage)
			Prévenus en détention provisoire	Femmes et jeunes filles	Jeunes (moins de 18 ans)	Étrangers	
Australie	2005	126	20	7	0	17	106
Autriche	2005	108	23	5	2	45	107
Belgique	2005	90	38	4	1	41	114
Canada	2004	107	30	5	6	—	90
République tchèque	2006	189	14	5	1	8	104
Danemark	2005	77	25	5	1	18	95
Finlande	2006	75	12	6	0	8	112
France	2005	88	36	4	1	21	110
Allemagne	2005	97	19	5	4	28	100
Grèce	2005	90	28	6	7	42	179
Hongrie	2005	163	25	6	3	4	145
Islande	2004	39	8	6	0	6	—
Irlande	2004	85	16	3	2	9	95
Italie	2004	97	36	5	1	32	132
Japon	2005	62	15	6	0	8	106
Corée	2006	97	29	5	1	1	100
Luxembourg	2005	143	46	4	2	73	—
Mexique	2005	191	42	5	—	1	126
Pays-Bas	2005	127	31	9	1	33	98
Nouvelle-Zélande	2006	189	16	6	1	9	102
Norvège	2005	68	19	5	0	18	97
Pologne	2006	228	16	3	1	1	121
Portugal	2006	123	23	7	2	17	105
République slovaque	2005	169	32	4	3	3	—
Espagne	2006	143	23	8	0	30	130
Suède	2005	78	20	5	0	26	103
Suisse	2005	83	39	5	1	71	93
Turquie	2005	76	48	3	3	2	—
Royaume-Uni	2006	143	18	6	3	11	109
États-Unis	2005	738	21	9	0	6	108
<b>OCDE</b>		<b>136</b>	<b>26</b>	<b>5</b>	<b>2</b>	<b>20</b>	<b>111</b>

Source : World Prison Brief, Centre international d'études pénitentiaires, School of Law, King's College, University of London, United Kingdom ([www.prisonstudies.org](http://www.prisonstudies.org)).

**Pour en savoir plus** ■ CEO (2006), *The Power of Work*, Center for Employment Opportunities Comprehensive Prisoner Reentry Program, New York, mars. ■ Kensey, A. et P. Tournier (2004), « La récidive des sortants de prisons », *Cahiers de démographie pénitentiaire*, mars.



Extrait de :  
**Society at a Glance 2006**  
OECD Social Indicators

Accéder à cette publication :  
[https://doi.org/10.1787/soc\\_glance-2006-en](https://doi.org/10.1787/soc_glance-2006-en)

**Merci de citer ce chapitre comme suit :**

OCDE (2007), « Population carcérale », dans *Society at a Glance 2006 : OECD Social Indicators*, Éditions OCDE, Paris.

DOI: [https://doi.org/10.1787/soc\\_glance-2006-31-fr](https://doi.org/10.1787/soc_glance-2006-31-fr)

Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions et les arguments exprimés ici ne reflètent pas nécessairement les vues officielles des pays membres de l'OCDE.

Ce document et toute carte qu'il peut comprendre sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région.

Vous êtes autorisés à copier, télécharger ou imprimer du contenu OCDE pour votre utilisation personnelle. Vous pouvez inclure des extraits des publications, des bases de données et produits multimédia de l'OCDE dans vos documents, présentations, blogs, sites Internet et matériel d'enseignement, sous réserve de faire mention de la source OCDE et du copyright. Les demandes pour usage public ou commercial ou de traduction devront être adressées à [rights@oecd.org](mailto:rights@oecd.org). Les demandes d'autorisation de photocopier une partie de ce contenu à des fins publiques ou commerciales peuvent être obtenues auprès du Copyright Clearance Center (CCC) [info@copyright.com](mailto:info@copyright.com) ou du Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC) [contact@cfcopies.com](mailto:contact@cfcopies.com).